



Rennes, le 18 mai 2015

Communiqué de presse

La CGT a de tout temps soutenu les politiques publiques visant à permettre à l'ensemble des populations d'accéder au service public ferroviaire tant pour le TER que pour le TGV.

C'est notamment l'horizon que donne le projet de Bretagne à Grande Vitesse qui à ce jour suscite une large adhésion de la population bretonne.

La croissance des trafics ferroviaires en Bretagne ces dernières années confirme le plébiscite de la population bretonne pour le service public ferroviaire.

Cette situation est bien la conséquence d'une volonté politique forte de la région Bretagne conjuguée à la réalisation d'un service public ferroviaire par une entreprise publique, la SNCF.

Pour autant force est de constater que l'État, par son désengagement dans le financement des transports publics et singulièrement ferroviaire, n'assume plus son rôle d'aménageur du territoire.

Ainsi la loi MACRON va amplifier la « désertification ferroviaire » de pans entiers du territoire breton en accélérant le transfert de trafics ferroviaire de voyageurs vers la route.

En outre, et à l'instar de ce qui s'est passé pour le Fret ferroviaire, l'ouverture à la concurrence du trafic ferroviaire de voyageurs risque de sonner le glas du service public SNCF en concentrant l'activité sur ce qui serait rentable économiquement à court terme. Les baisses de dotations de l'État aux collectivités menacent à plus ou moins long terme de nombreuses lignes du maillage régional telles Quimper/Landerneau, Carhaix/Paimpol, Rennes/Châteaubriant, Morlaix/Roscoff, Dol/Lamballe alors même qu'elles constituent une alternative crédible à la route, notamment face aux enjeux climatiques, et qu'elles nécessiteraient des investissements importants afin de les rendre plus performantes.

Pour la CGT, cette situation n'est pas inéluctable et doit susciter une réflexion des élus, des représentants de la société civile, des usagers et au delà de toute la population bretonne.

Récemment le CESER de Bretagne a émis le souhait que se tienne un grand débat public régional sur la question du financement des infrastructures terrestres. La CGT soutien cette démarche et appelle de ses vœux les élus, la société civile et plus largement la population bretonne à une réelle prise de conscience des enjeux que revêt le maintien, voire le développement des infrastructures ferroviaires bretonnes.

Le Secrétaire du Comité Régional

C.G.T. Bretagne

Thierry GOURLAY